

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Rioux, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de L'Île-Perrot pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-19.

(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-03-29

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2018-03-29

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	14 348 147	14 680 642	14 142 894
Compensations tenant lieu de taxes	2	192 230	222 197	194 433
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 792 121	820 943	510 477
Services rendus	5	1 218 020	1 221 620	1 312 297
Imposition de droits	6	596 400	1 404 801	719 242
Amendes et pénalités	7	120 600	101 008	89 411
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	154 797	226 178	182 041
Autres revenus	10	21 376	209 811	412 971
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 443 691	18 887 200	17 563 766
Charges				
Administration générale	14	2 475 342	2 376 840	2 485 786
Sécurité publique	15	2 829 257	3 300 731	2 829 473
Transport	16	3 753 446	3 614 323	3 341 958
Hygiène du milieu	17	4 843 800	4 342 165	4 324 523
Santé et bien-être	18	121 023	120 321	114 841
Aménagement, urbanisme et développement	19	875 921	811 145	984 702
Loisirs et culture	20	3 333 803	3 227 163	3 233 272
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	396 564	392 513	441 954
Effet net des opérations de restructuration	23		39 741	
	24	18 629 156	18 224 942	17 756 509
Excédent (déficit) de l'exercice	25	814 535	662 258	(192 743)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 136 402	56 329 145
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		56 136 402	56 329 145
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		56 798 660	56 136 402

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 323 019	5 278 253
Débiteurs (note 5)	2	3 981 154	3 860 141
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	132 000	490 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 436 173	9 628 394
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 264 511	2 737 301
Revenus reportés (note 12)	12	106 182	117 743
Dette à long terme (note 13)	13	12 734 805	13 486 192
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	15 105 498	16 341 236
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 669 325)	(6 712 842)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	61 821 692	62 191 391
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	528 677	528 677
Stocks de fournitures	19	115 102	113 691
Autres actifs non financiers (note 17)	20	2 514	15 485
	21	62 467 985	62 849 244
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	56 798 660	56 136 402

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	814 535	662 258	(192 743)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	9 728 946 ) (	2 284 242 ) (	1 243 450)
Produit de cession	3			241 000
Amortissement	4	2 716 355	2 614 200	2 714 783
(Gain) perte sur cession	5			(24 241)
Réduction de valeur / Reclassement	6		39 741	
	7	(7 012 591)	369 699	1 688 092
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(1 411)	(3 320)
Variation des autres actifs non financiers	10		12 971	(11 454)
	11		11 560	(14 774)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 198 056)	1 043 517	1 480 575
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(6 712 842)	(8 193 417)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(6 712 842)	(8 193 417)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(5 669 325)	(6 712 842)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	662 258	(192 743)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 614 200	2 714 783
Autres			
- Gain sur disposition	3		(24 241)
- Réduction de valeur	4	39 741	
	5	3 316 199	2 497 799
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(121 013)	183 345
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(472 790)	1 050 569
Revenus reportés	9	(11 561)	44 147
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	358 000	(53 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 411)	(3 320)
Autres actifs non financiers	13	12 971	(11 454)
	14	3 080 395	3 708 086
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 284 242)	(1 243 450)
Produit de cession	16		241 000
	17	(2 284 242)	(1 002 450)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	388 639	720 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 172 080)	(1 141 634)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	32 054	14 885
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(751 387)	(406 749)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	44 766	2 298 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 278 253	2 979 366
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	5 278 253	2 979 366
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	5 323 019	5 278 253

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 6,69 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,22 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT) et la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'île-Perrot (RELIP).

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT) pour l'exercice est de 9,51 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 12,14 % en début d'exercice à 0 % à la fin de l'exercice, puisque le CIT est dissout (voir note 25).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'île-Perrot (RELIP) pour l'exercice est de 49,74%.

Les comptes de la régie ne sont pas consolidés dans les états financiers de la ville car les soldes ne sont pas significatifs par rapport à la quote-part déjà incluse dans les états financiers.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de L'Île-Perrot excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) Actifs financiers

S/O

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode et les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	10,15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	30 et 40 ans
Améliorations locatives CIT	Linéaire	10 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	5, 10 et 20 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville et le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées, de même que le régime de retraite simplifié des pompiers et brigadiers de la ville.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur une période de 5 ans n'excédant pas la DMERCA.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 323 019	5 278 253
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 5 323 019	5 278 253
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 766 893	911 132
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 668 522	486 698
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 873 088	2 051 099
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 165 114	127 647
Organismes municipaux	15 451 822	845 572
Autres		
- Organismes divers et individus	16 813 361	343 428
- Intérêts	17 9 247	5 697
	18 3 981 154	3 860 141
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 355 111	1 619 975
Organismes municipaux	20 88 120	110 762
Autres tiers	21	
	22 1 443 231	1 730 737
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 65 497	54 560
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016	
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
Note			
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	132 000	490 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>132 000</u>	<u>490 000</u>
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	643 000	649 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	2 338	
Autres régimes (REER et autres)	41	974	2 318
Régimes de retraite des élus municipaux	42	29 415	28 994
	43	<u>675 727</u>	<u>680 312</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoyait une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui serait apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel devait être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes pouvaient faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité et ses entités consolidées ont finalisé des ententes pour son régime de retraite en 2016. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a eu une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville de L'Île-Perrot a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

De plus, elle a négocié des marges de crédit dans le cadre de règlements d'emprunt pour un montant total de 1 802 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017, ces marges n'étaient pas utilisées.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	820 789	809 433
Salaires et avantages sociaux	48	1 240 558	1 282 187
Dépôts et retenues de garantie	49	120 215	155 530
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	6 265	406 564
- Gouvernement du Canada	54	3 140	2 310
- Organismes municipaux	55		2 959
- Intérêts courus sur la dette	56	73 544	78 318
-	57		
	58	2 264 511	2 737 301

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	8 775	3 900
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	97 407	113 843
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
-	66		
-	67		
-	68		
-	69		
	70	106 182	117 743

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					2017	2016
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,75	2028	2036	71	12 805 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72	
Gains (pertes) de change reportés					73	
					74	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	7 456
Organismes municipaux					76	14 697
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77	
Autres					78	
					79	12 812 456
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(77 651)
					81	(109 705)
						12 734 805
						13 486 192

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	1 176 900	98	107	7 456	115	1 184 356
2019	83	91	1 208 300	99	108		116	1 208 300
2020	84	92	1 239 800	100	109		117	1 239 800
2021	85	93	997 600	101	110		118	997 600
2022	86	94	931 300	102	111		119	931 300
2023 et +	87	95	7 251 100	103	112		120	7 251 100
	88	96	12 805 000	104	113	7 456	121	12 812 456
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	12 805 000	106	114	7 456	123	12 812 456

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(5 669 325)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(5 669 325)
		(6 712 842)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	25 220 365	156	303 656	183		210	25 524 021
Eaux usées	129	38 898 373	157	14 285	184		211	38 912 658
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	23 133 214	158	553 286	185		212	23 686 500
Autres	131	6 268 984	159	859 123	186	17 050	213	7 111 057
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	9 594 244	161	17 978	188		215	9 612 222
Améliorations locatives	134	4 264	162		189	4 264	216	
Véhicules	135	2 789 938	163	2 815	190		217	2 792 753
Ameublement et équipement de bureau	136	1 399 380	164	50 731	191	5 665	218	1 444 446
Machinerie, outillage et équipement divers	137	2 742 116	165	392 481	192	57 577	219	3 077 020
Terrains	138	1 871 214	166		193		220	1 871 214
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>111 922 092</u>	168	<u>2 194 355</u>	195	<u>84 556</u>	222	<u>114 031 891</u>
Immobilisations en cours	141	1 805 421	169	89 887	196		223	1 895 308
	142	<u>113 727 513</u>	170	<u>2 284 242</u>	197	<u>84 556</u>	224	<u>115 927 199</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	10 841 860	171	514 043	198		225	11 355 903
Eaux usées	144	22 349 854	172	826 509	199		226	23 176 363
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	8 571 645	173	521 148	200		227	9 092 793
Autres	146	2 287 843	174	155 835	201	704	228	2 442 974
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	3 402 376	176	280 288	203		230	3 682 664
Améliorations locatives	149	1 271	177	168	204	1 439	231	
Véhicules	150	1 736 159	178	126 600	205		232	1 862 759
Ameublement et équipement de bureau	151	990 324	179	64 954	206	4 079	233	1 051 199
Machinerie, outillage et équipement divers	152	1 354 790	180	124 655	207	38 593	234	1 440 852
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>51 536 122</u>	182	<u>2 614 200</u>	209	<u>44 815</u>	236	<u>54 105 507</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>62 191 391</u>					237	<u>61 821 692</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	()	242	()	244	()	246	()
Valeur comptable nette	240						247	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	528 677	528 677
	251	528 677	528 677
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	528 677	528 677
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	2 514	15 485
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	2 514	15 485
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	270	
Placements de portefeuille	271	
Débiteurs	272	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	
Provision pour moins-value	274	() ()
	275	
	276	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	277	
Revenus reportés	278	
Dette à long terme	279	
	280	
Solde du Fonds local d'investissement	281	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282	
Supportant les engagements de prêts	283	
Supportant les garanties de prêts	284	
	285	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

Services municipaux

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

<u>Objet</u>	<u>Échéance</u>	<u>Engagement total</u>	<u>Paiements minimums nets annuels</u>				
<u>Durée</u>			2018	2019	2020	2021	2022
Collecte, transport et disposition des déchets domestiques	5 ans	2 534 167 \$	551 276 \$				
Évaluation municipale	3 ans	188 033 \$	63 937 \$				
Photocopieurs	5 ans	22 793 \$	4 559 \$	4 559 \$			
Manutention, transport et élimination des boues	3 ans	214 991 \$	71 664 \$	71 664 \$			
Arrosage patinoires	5 ans	275 958 \$	50 222 \$				
Analyses de laboratoire	4 ans	29 524 \$	3 242 \$				
Entretien terrain soccer	3 ans	26 457 \$	8 819 \$				
Services informatiques	5 ans	355 031 \$	66 872 \$	68 878 \$	70 944 \$	73 073 \$	75 264 \$
Collecte résidus organiques	3 ans	494 027 \$	148 999 \$	177 387 \$	167 641 \$		
Location système de gestion de la flotte	5 ans	90 489 \$	18 098 \$	18 098 \$	18 098 \$	18 098 \$	18 097 \$

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La ville est poursuivie pour des événements avec intérêts et dépens soient; pour refoulement d'égout, dommages à la propriété ou à un bien, dommages causés par l'eau, et pour la décontamination d'un terrain suite à une vente.

Ces réclamations au montant de 122 425 \$ sont pour la plupart entre les mains des assureurs de la ville. Si celle-ci devait déboursier une somme à l'égard de ces causes, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

d) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 147 348 \$ en 2018, 138 996 \$ en 2019, 147 744 \$ en 2020, 3 963 \$ en 2021 et 16 298 \$ en 2022. La ville a comptabilisé un compte à payer de 454 349 \$ afin de rembourser les anciens participants.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25. Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT)

Au cours de l'exercice 2016, le ministre des Transports a adopté le projet de Loi numéro 76 prévoyant abolir au 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités. De cette Loi sont créés l'Autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui est chargée de la planification, l'organisation et le financement et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui est responsable de l'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires des couronnes nord et sud.

Les engagements contractuels en matière de transport collectif du CIT ont été transférés au RTM.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	14 142 894	14 348 147	14 680 642			14 680 642
Compensations tenant lieu de taxes	2	194 433	192 230	222 197			222 197
Quotes-parts	3					(371 666)	
Transferts	4	222 352	213 515	501 029		156 670	657 699
Services rendus	5	1 108 340	1 074 471	1 132 675		88 945	1 221 620
Imposition de droits	6	719 242	596 400	1 404 801			1 404 801
Amendes et pénalités	7	89 411	120 600	101 008			101 008
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	180 777	154 600	225 674		504	226 178
Autres revenus	10	341 661	1 250	25 999		6 221	32 220
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	16 999 110	16 701 213	18 294 025		(119 326)	18 546 365
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	10 000	2 385 104	163 822		(578)	163 244
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			177 591			177 591
Autres	18	57 405					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	67 405	2 385 104	341 413		(578)	340 835
	21	17 066 515	19 086 317	18 635 438		(119 904)	18 887 200
Charges							
Administration générale	22	2 283 212	2 272 768	2 173 632	203 208		2 376 840
Sécurité publique	23	2 738 551	2 738 335	3 205 781	94 950		3 300 731
Transport	24	2 237 198	2 708 721	2 334 562	646 622	261 473	3 614 323
Hygiène du milieu	25	2 836 816	3 349 887	2 968 527	1 373 638		4 342 165
Santé et bien-être	26	114 841	121 023	120 321			120 321
Aménagement, urbanisme et développement	27	972 307	863 526	799 359	11 786		811 145
Loisirs et culture	28	2 966 118	3 066 649	2 945 696	281 467		3 227 163
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	440 613	396 279	392 391		122	392 513
Effet net des opérations de restructuration	31					39 741	39 741
Amortissement des immobilisations	32	2 710 149	2 716 355	2 611 671	(2 611 671)		
	33	17 299 805	18 233 543	17 551 940		301 336	18 224 942
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(233 290)	852 774	1 083 498		(421 240)	662 258

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalizations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(233 290)	852 774	1 083 498	(421 240)	662 258
Moins: revenus d'investissement	2	(67 405)	(2 385 104)	(341 413)	(578)	(340 835)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(300 695)	(1 532 330)	742 085	(420 662)	321 423
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 710 149	2 716 355	2 611 671	2 529	2 614 200
Produit de cession	5	241 000				
(Gain) perte sur cession	6	(24 250)				
Réduction de valeur / Reclassement	7				39 741	39 741
	8	2 926 899	2 716 355	2 611 671	42 270	2 653 941
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(843 250)	(926 878)	(876 202)	()	(876 202)
	18	(843 250)	(926 878)	(876 202)		(876 202)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(235 605)	(9 200)	(152 999)	(1 248)	(154 247)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	494 354		53 483	28 680	82 163
Excédent de fonctionnement affecté	21	64 233	107 722	104 763	350 960	455 723
Réserves financières et fonds réservés	22	(938 913)	(353 847)	(364 448)		(364 448)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 587)	(1 822)	(4 761)		(4 761)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(617 518)	(257 147)	(363 962)	378 392	14 430
	26	1 466 131	1 532 330	1 371 507	420 662	1 792 169
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 165 436		2 113 592		2 113 592

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	67 405	341 413	(578)		340 835
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(78 661)	(17 725)	()	()	(17 725)
Sécurité publique	3	(82 831)	(16 565)	()	()	(16 565)
Transport	4	(483 795)	(934 391)	(670)	()	(935 061)
Hygiène du milieu	5	(327 339)	(268 136)	()	()	(268 136)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(33 953)	(3 626)	()	()	(3 626)
Loisirs et culture	8	(213 338)	(1 043 129)	()	()	(1 043 129)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(1 219 917)	(2 283 572)	(670)	()	(2 284 242)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	720 000	388 639			388 639
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	235 605	152 999	1 248		154 247
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	18 465	958 256			958 256
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	401 424	490 304			490 304
	18	655 494	1 601 559	1 248		1 602 807
	19	155 577	(293 374)	578		(292 796)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	222 982	48 039			48 039

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>
				<u>Total</u>
				<u>consolidé</u> ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 915 814	5 323 019	5 323 019
Débiteurs (note 5)	2	3 310 038	3 981 154	3 981 154
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	490 000	132 000	132 000
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	8 715 852	9 436 173	9 436 173
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 204 215	2 264 511	2 264 511
Revenus reportés (note 12)	12	117 743	106 182	106 182
Dette à long terme (note 13)	13	13 486 192	12 734 805	12 734 805
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			
	15	15 808 150	15 105 498	15 105 498
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 092 298)	(5 669 325)	(5 669 325)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	62 149 791	61 821 692	61 821 692
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	528 677	528 677	528 677
Stocks de fournitures	19	113 691	115 102	115 102
Autres actifs non financiers (note 17)	20	15 301	2 514	2 514
	21	62 807 460	62 467 985	62 467 985
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 926 477	4 844 606	4 844 606
Excédent de fonctionnement affecté	23	106 321	185 284	185 284
Réserves financières et fonds réservés	24	949 788	833 703	833 703
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(4 761)	()	()
Financement des investissements en cours	26	(75 971)	(46 077)	(46 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	50 813 308	50 981 144	50 981 144
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	55 715 162	56 798 660	56 798 660

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	5 730 221	5 670 578	5 688 111	5 446 490
Charges sociales	2	1 533 538	1 760 384	1 764 152	1 403 890
Biens et services	3	6 204 825	6 009 881	6 124 598	6 354 855
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	297 110	271 093	271 093	286 913
D'autres organismes municipaux	5	2 615	2 085	2 085	2 923
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	59 554	54 213	54 213	60 986
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	37 000	65 000	65 122	91 132
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	1 051 861	445 095	816 761	814 388
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	569 050	655 905	778 831	475 147
Amortissement des immobilisations	14	2 716 355	2 611 671	2 614 200	2 714 783
Autres					
- Divers	15	31 414	6 035	6 035	105 002
- Restructuration	16			39 741	
-	17				
	18	18 233 543	17 551 940	18 224 942	17 756 509

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 844 606	3 926 477
Excédent de fonctionnement affecté	2	185 284	485 961
Réserves financières et fonds réservés	3	833 703	949 788
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	( 4 761)
Financement des investissements en cours	5	(46 077)	(75 971)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	50 981 144	50 854 908
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	56 798 660	56 136 402
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 844 606	3 926 477
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	4 844 606	3 926 477
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget suivant	12	146 227	106 321
- Fondation du maire	13	1 557	
- Horticulture	14	37 500	
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	185 284	106 321
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CIT La Presqu'île	22		379 640
-	23		
-	24		
	25		379 640
	26	185 284	485 961
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve eau & voirie	27	280 187	342 049
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	280 187	342 049
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	498 402	562 396
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	22 114	12 343
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Fonds de stationnement	45	33 000	33 000
-	46		
	47	553 516	607 739
	48	833 703	949 788

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) ( 4 761)
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 (	) ( 4 761)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (	) ( 4 761)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	83 139	139 431
Investissements à financer	83 (	129 216 ) (	215 402)
	84	(46 077)	(75 971)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	61 821 692	62 191 391
Propriétés destinées à la revente	86	528 677	528 677
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	62 350 369	62 720 068
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	62 350 369	62 720 068
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	12 734 805 ) (	13 486 192)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	77 651 ) (	109 705)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 443 231	1 730 737
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	11 369 225 ) (	11 865 160)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	11 369 225 ) (	11 865 160)
	101	50 981 144	50 854 908

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des 3 meilleurs salaires pour les cadres et d'un salaire carrière indexé pour les cols blancs et cols bleus pour le service avant le 1er janvier 2014 (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994). À compter du 1er janvier 2014, la forme de rente est de type salaire carrière indexé pour tous les participants. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,60 % du salaire en 2017 (9,19 % en 2018). La cotisation de stabilisation s'élève à 0,96 % du salaire en 2017 (1,37 % en 2018). Les cotisations annuelles de la Ville sont identiques à celles des participants.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 490 000	437 000
Charge de l'exercice	4 (643 000)	(649 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 285 000	702 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>132 000</u>	<u>490 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 13 134 000	12 069 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>14 144 000</u>)	(<u>13 257 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 010 000)	(1 188 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 142 000</u>	<u>1 678 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 132 000	490 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>132 000</u>	<u>490 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 13 134 000	12 069 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>14 144 000</u>)	(<u>13 257 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>1 010 000</u>)	(<u>1 188 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 819 000	696 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 91 000	91 000
	20 <u>819 000</u>	<u>787 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 (413 000)	(330 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 406 000	457 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 172 000	197 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(91 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>578 000</u>	<u>563 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 700 000	650 000
Rendement espéré des actifs	33 (<u>635 000</u>)	(<u>564 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>65 000</u>	<u>86 000</u>
Charge de l'exercice	35 <u>643 000</u>	<u>649 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 835 000	766 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (635 000)	(564 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 200 000	202 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 164 000	282 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (468 000)	(364 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 13 345 000	12 355 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 321 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,17 %	5,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,21 %	5,15 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot a mis en place le 1er janvier 2017, un régime de retraite simplifié pour ses pompiers et ses brigadiers. La contribution de la Ville de L'Île-Perrot est de 1 % du salaire admissible et la contribution de l'employé est volontaire.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106	2 338	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Conseil intermunicipal de transport (CIT) offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux de 6,0% du salaire brut de l'employé. La dépense est représentée par la cotisation versée.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	974	2 318

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
 110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	7	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>7 002</u>	<u>6 818</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	23 597	22 977
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>5 818</u>	<u>6 017</u>
	115	<u>29 415</u>	<u>28 994</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	12 812 456
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	129 216
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 443 231
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	45 350
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	11 453 091
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	11 453 091
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	304 018
Communauté métropolitaine	18	47 844
Autres organismes	19	953 000

Endettement total net à long terme	20	12 757 953
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	12 757 953
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2017	2017	2017	2016	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	10 785 306	11 047 576	11 047 576	10 528 932
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	10 785 306	11 047 576	11 047 576	10 528 932
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 415 612	1 433 963	1 433 963	1 425 817
Égout	11	941 526	952 715	952 715	941 268
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	837 358	863 904	863 904	867 181
Autres					
-Réserve eau & voirie	14	275 025	283 749	283 749	271 841
-Paiement comptant	15		39	39	
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	48 300	53 729	53 729	47 982
Service de la dette	18	45 020	44 967	44 967	59 873
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 562 841	3 633 066	3 633 066	3 613 962
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 562 841	3 633 066	3 633 066	3 613 962
	26	14 348 147	14 680 642	14 680 642	14 142 894

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	2 543	29 586	1 509
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 046	450	1 042
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	3 589	30 036	2 551
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	55 534	56 498	56 498
Cégeps et universités	33	21 490	21 864	21 864
Écoles primaires et secondaires	34	111 617	113 799	113 520
	35	188 641	192 161	191 882
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	192 230	222 197	194 433
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	192 230	222 197	194 433

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	8 891	8 890	11 113
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	2 505	1 651	1 610
Sécurité civile	55		279 202	279 202
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		23 521	7 140
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		156 670	254 488
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	5 577	12 554	7 354
Réseau de distribution de l'eau potable	68	33 468	34 225	37 346
Traitement des eaux usées	69	5 639		
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	92 626	87 830	85 370
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			3 642
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	5 650		5 354
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	6 924	5 148	6 464
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	52 235	48 008	56 959
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	213 515	501 029	476 840

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		(578)	23 637
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 761 189		
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108		81 943	81 943
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	623 915	81 879	81 879
Activités culturelles				10 000
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 385 104	163 822	163 244
				33 637

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 598 619	664 851	820 943
				510 477

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	736 336	766 398	766 398
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	736 336	766 398	766 398
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	19 516	19 613	19 613
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	19 516	19 613	19 613
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		(920)	(920)
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179		(920)	(920)
Réseau d'électricité	180			
	181	755 852	785 091	785 091
				762 255

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182	475	566	566
Évaluation	183			
Autre	184	4 830	14 146	29 990
	185	5 305	14 712	29 990
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	10 450	10 611	12 010
	190	10 450	10 611	12 010
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	1 000	1 516	6 366
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		62 833	144 404
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197		26 112	59 553
Autres	198			
	199	1 000	1 516	210 323
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	1 050	1 330	1 330
Matières recyclables	205	1 200	271	271
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			2 323
	210	2 250	1 601	2 323
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	11 600	19 681	9 580
	219	11 600	19 681	9 580
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	223 514	248 775	248 775
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	3 500	2 437	2 437
Autres	222	61 000	48 251	285 816
	223	288 014	299 463	285 816
Réseau d'électricité	224			
	225	318 619	347 584	550 042
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 074 471	1 132 675	1 312 297

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	46 400	43 895	74 097
Droits de mutation immobilière	228	550 000	1 360 906	645 145
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	596 400	1 404 801	719 242
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	120 600	101 008	89 411
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	154 600	225 674	182 041
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235			24 241
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238		177 591	177 591
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241		16 436	16 436
Autres	242	1 250	9 563	388 730
	243	1 250	203 590	412 971
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	412 323	382 333		382 333	382 333	426 373
Greffe et application de la loi	2	462 592	418 387		418 387	418 387	471 017
Gestion financière et administrative	3	895 646	954 870	108 807	1 063 677	1 063 677	966 816
Évaluation	4	66 278	64 121		64 121	64 121	62 432
Gestion du personnel	5	254 458	239 717	127	239 844	239 844	324 850
Autres							
- Entretien	6	181 471	114 204	94 274	208 478	208 478	234 298
-	7						
	8	2 272 768	2 173 632	203 208	2 376 840	2 376 840	2 485 786
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 218 834	1 235 471		1 235 471	1 235 471	1 266 982
Sécurité incendie	10	1 414 608	1 482 488	94 950	1 577 438	1 577 438	1 453 735
Sécurité civile	11	25 985	418 070		418 070	418 070	36 368
Autres	12	78 908	69 752		69 752	69 752	72 388
	13	2 738 335	3 205 781	94 950	3 300 731	3 300 731	2 829 473
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	941 430	1 344 611	634 254	1 978 865	1 978 865	1 598 653
Enlèvement de la neige	15	788 522	502 245	11 178	513 423	513 423	529 814
Éclairage des rues	16	86 432	87 028		87 028	87 028	83 664
Circulation et stationnement	17	205 261	183 368	1 190	184 558	184 558	156 016
Transport collectif							
Transport en commun	18	687 076	217 310		217 310	850 449	973 811
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 708 721	2 334 562	646 622	2 981 184	3 614 323	3 341 958

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	946 048	928 443	159 769	1 088 212	1 088 212	1 000 578
Réseau de distribution de l'eau potable	24	537 248	361 976	256 211	618 187	618 187	545 263
Traitement des eaux usées	25	729 872	637 679	568 390	1 206 069	1 206 069	1 231 449
Réseaux d'égout	26	235 835	158 877	385 652	544 529	544 529	623 840
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	236 512	217 385		217 385	217 385	212 399
Élimination	28	284 235	281 691		281 691	281 691	266 497
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	265 631	264 580		264 580	264 580	267 901
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	32 662	27 630	3 616	31 246	31 246	66 525
Traitement	32						
Matériaux secs	33	43 027	69 392		69 392	69 392	67 073
Autres	34						
Plan de gestion	35	19 740	19 740		19 740	19 740	20 285
Autres	36						
Cours d'eau	37	577	528		528	528	532
Protection de l'environnement	38	18 500	606		606	606	22 181
Autres	39						
	40	3 349 887	2 968 527	1 373 638	4 342 165	4 342 165	4 324 523
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	121 023	120 321		120 321	120 321	114 841
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	121 023	120 321		120 321	120 321	114 841
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	710 188	648 344	11 786	660 130	660 130	869 168
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						10 285
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	144 778	146 538		146 538	146 538	92 543
Tourisme	49	8 560	4 477		4 477	4 477	8 633
Autres	50						4 073
Autres	51						
	52	863 526	799 359	11 786	811 145	811 145	984 702

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	692 013	690 630	213 038	903 668	903 668	880 380
Patinoires intérieures et extérieures	54	170 823	197 519		197 519	197 519	197 194
Piscines, plages et ports de plaisance	55	140 508	139 017		139 017	139 017	134 364
Parcs et terrains de jeux	56	1 102 787	954 758		954 758	954 758	982 310
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	139 115	159 685		159 685	159 685	186 889
	60	2 245 246	2 141 609	213 038	2 354 647	2 354 647	2 381 137
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	746 175	718 983	68 429	787 412	787 412	772 613
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	75 228	85 104		85 104	85 104	79 522
	66	821 403	804 087	68 429	872 516	872 516	852 135
	67	3 066 649	2 945 696	281 467	3 227 163	3 227 163	3 233 272
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	321 830	293 402		293 402	293 402	317 706
Autres frais	70	37 449	33 989		33 989	33 989	33 116
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	37 000	65 000		65 000	65 000	86 000
Autres	72					122	5 132
	73	396 279	392 391		392 391	392 513	441 954
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74					39 741	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	2 716 355	2 611 671	(2 611 671)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de L'Île-Perrot (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2018-03-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	14 680 642
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 399 840
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	53 729
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>13 227 073</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 113 735 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 166 693 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 140 214 450</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	1
--	---

 ,

1	6	0	1
---	---	---	---

 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	99 205	99 205	16 483
	Usines de traitement de l'eau potable	2	99 213	99 213	186 630
	Usines et bassins d'épuration	3	81 943	81 943	71
	Conduites d'égout	4	14 285	14 285	
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	553 287	553 287	108 184
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	986 161	986 161	97 832
	Autres infrastructures	11	16 176	16 176	54 473
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13			
	Édifices communautaires et récréatifs	14	33 478	33 478	10 627
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	2 815	2 815	116 726
	Ameublement et équipement de bureau	18	40 830	41 500	74 676
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	356 179	356 179	545 661
	Terrains	20			32 087
	Autres	21			
		22	2 283 572	2 284 242	1 243 450

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	35 717	35 717	16 483
	Usines de traitement de l'eau potable	24			186 630
	Usines et bassins d'épuration	25			71
	Conduites d'égout	26			
	Autres infrastructures	27			249 984
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	63 488	63 488	
	Usines de traitement de l'eau potable	29	99 213	99 213	
	Usines et bassins d'épuration	30	81 943	81 943	
	Conduites d'égout	31	14 285	14 285	
	Autres infrastructures	32	1 555 624	1 555 624	10 505
	Autres immobilisations	33	433 302	433 972	779 777
		34	2 283 572	2 284 242	1 243 450

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	2 283 572	1 219 917
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	2 283 572	1 219 917

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	239 070		21 733	217 337
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	11 626 090	388 639	862 841	11 151 888
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 865 160	388 639	884 574	11 369 225
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 619 975		264 864	1 355 111
Organismes municipaux	10	110 762		22 642	88 120
Autres tiers	11				
	12	1 730 737		287 506	1 443 231
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 730 737		287 506	1 443 231
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	1 730 737		287 506	1 443 231
	19	13 595 897	388 639	1 172 080	12 812 456
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	13 595 897	388 639	1 172 080	12 812 456

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	81 187	82 038	74 548
Sécurité publique				
Police	4	174	174	171
Sécurité incendie	5	10 299	10 299	12 545
Sécurité civile	6			
Autres	7	11 552	11 552	15 069
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	210 142	(371 666)	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	313 204	311 879	322 738
Cours d'eau	13	577	528	532
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	121 023	120 321	114 841
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	123 227	119 872	93 697
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	92 913	92 913	95 743
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	24 043	3 581	4 982
Activités culturelles	23	63 520	63 604	79 522
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 051 861	445 095	816 761
				814 388

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	22 165,00	1 073 125	388 722	1 461 847
Professionnels	2	10,00	35,00	17 991,00	656 995	232 087	889 082
Cols blancs	3	34,00	33,00	4 777,00	1 103 500	356 971	1 460 471
Cols bleus	4	35,00	38,00	84 571,00	2 100 425	692 308	2 792 733
Policiers	5						
Pompiers	6	22,00	40,00	46 720,00	550 908	54 540	605 448
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	113,00		176 224,00	5 484 953	1 724 628	7 209 581
Élus	9	7,00			185 625	35 756	221 381
	10	120,00			5 670 578	1 760 384	7 430 962

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	5 188				5 188
Réseau de distribution de l'eau potable	13	34 225				34 225
Traitement des eaux usées	14		23 927	58 016		81 943
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	454 112	45 149	36 730	7 504	543 495
	17	493 525	69 076	94 746	7 504	664 851

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	114 779	140 211
	4	114 779	140 211
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	3 396	4 033
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	3 396	4 033
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	135 988	146 594
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	135 988	146 594
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	62 888	66 231
Réseau de distribution de l'eau potable	17	33 097	35 543
Traitement des eaux usées	18	1 062	1 307
Réseaux d'égout	19	17 077	20 795
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	114 124	123 876
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	16 430	17 551
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 674	8 348
Autres	38		
	39	24 104	25 899
Réseau d'électricité			
	40		
	41	392 391	440 613

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mathieu Auclair	1 779	890
Karine Bérubé	2 561	1 281
Kim Comeau	13 599	6 800
Marc Deslauriers	1 779	890
Gabrielle Labbé	1 854	890
Michelle Lacombe-Lecavalier	11 038	5 519
Daniel Leblanc	12 420	5 910
Nancy Pelletier	13 599	6 800
Marcel Rainville	11 820	5 910
Marc Roy	59 092	14 320
Pierre Séguin	6 290	3 145
Daniel Taillefer	11 820	5 910

Note

Suite à l'élection du 5 novembre 2017, certains élus ont reçu une allocation de départ soient:

Michelle Lacombe-Lecavalier de 11 038 \$, Daniel Leblanc de 4 719 \$, Marcel Rainville de 8 344 \$, Marc Roy de 34 060 \$ et Daniel Taillefer de 4 172 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	800 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 11 218 299

Taxes spéciales

Service de la dette 2

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 11 218 299

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 1 371 927

Égout 11 902 880

Traitement des eaux usées 12

Matières résiduelles 13 1 080 764

Autres

- Réserve eau & voirie 14 275 400

- 15

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 50 400

Service de la dette 18 45 423

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 3 726 794

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 3 726 794

26 14 945 093

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	18 240
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	450
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	18 690

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	55 101
Cégeps et universités	7	21 322
Écoles primaires et secondaires	8	111 174
	9	187 597

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	206 287

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	206 287

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 948 861 464	X 5 0,8330	/100\$ 6 7 904 016				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 97 785 900	X 8 0,8330	/100\$ 9 814 557				
Immeubles non résidentiels	10 116 130 597	X 11 2,0200	/100\$ 12 2 345 839				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 9 236 900	X 20 1,6660	/100\$ 21 153 887				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 11 218 299	26 ()	27 ()	28	29 11 218 299
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 4 | 7	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 6 | 4	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 8	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve eau & voirie	100,0000	4	unité commerciale
Réserve eau & voirie	50,0000	4	logement résidentiel
Réserve eau & voirie	50,0000	4	unité de terrain vague
Répartitions locales au mètre carré		2	plusieurs taux
Répartitions locales au mètre linéaire		3	plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	14 945 093
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	16 660

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 378 471
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	50 400
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	13 532 882

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	1 172 014 861
--	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">5</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">4</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">7</div> /100 \$ </div>
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 345 839			153 887	814 557	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	985 209			5 900	491 448	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 331 048			159 787	1 306 005	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	7 904 016			11 218 299
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	45 423			45 423
Autres	13	2 148 414			3 630 971
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	10 097 853			14 894 693

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	18 621 743	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	938 485	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	365 910	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	146 227	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 110, boulevard Perrot
(no) (rue)
L'Île-Perrot (Québec) J7V 3G1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-1751
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresoriere@ile-perrot.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Danielle Rioux

Téléphone (514) 453-1751
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresoriere@ile-perrot.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Danielle Rioux , atteste que le rapport financier consolidé de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par L'Île-Perrot .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que L'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 662 258 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1601 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-03 14:05:10

Date de transmission au Ministère : 2018/05/09